

Sortir de l'idéologie méritocratique

Olivier De Schutter est rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Il commente pour nous la pertinence de se pencher sur les conséquences sociales posées par l'extrême richesse.

Gérald Hanotiaux (CSCE)

Juriste belge, Olivier De Schutter est professeur de droit international à l'Université catholique de Louvain (UCL), en plus d'avoir exercé plusieurs mandats internationaux auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Entre 2008 et 2014, il assume le mandat de rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation du Conseil des droits de l'homme de l'Onu. En 2020, il devient rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté, avant d'être réélu en 2023 pour un second mandat toujours en cours. Ces expériences lui assurent une expertise incontestable sur les systèmes d'exclusion et la pauvreté, en Belgique ou ailleurs dans le monde.

Chaque année de son mandat, le rapporteur spécial a pour tâche de soumettre un rapport thématique au Conseil des droits de l'homme

« *L'économie du burn-out : pauvreté et santé mentale* » en octobre 2024 (1).

Qui de plus légitime en Belgique pour souligner la pertinence de la Parade pour l'éradication de l'ultra-richesse, menée à l'initiative du Collectif *Stop the rich* ? (*lire Charivari sur le terrain des ultra-riches*, p. 74, et *l'interview des organisateurs* p. 88) Le rapporteur spécial était présent à Uccle, le 29 juin 2025, pour introduire ce moment de choix du mouvement social contre les inégalités en Belgique...

Ensemble ! Fin juin, vous avez prononcé le discours d'introduction de la Parade pour l'éradication de l'ultra-richesse. Quelles étaient vos motivations ?

Olivier De Schutter. Un motif assez présent dans le débat public, me semble-t-il, sur lequel je ne pense pas nécessaire de revenir longuement ici, est le motif environnemental, écologique. Le mode de vie des personnes très riches est insoutenable, et la manière dont ce mode de vie se déploie invite d'autres à les imiter, ou à désirer le faire... Cette réalité de « modèle » véhiculé dans nos sociétés envoie un très mauvais signal, c'est extrêmement problématique. Des analyses et calculs très sérieux sont réalisés sur l'empreinte écologique importante des plus riches, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), par exemple, s'en inquiète fortement. Personnellement, dans mon introduction à la marche du mois de juin, je voulais principalement mettre l'accent sur trois autres niveaux de réflexion.

Premièrement, le plus inquiétant aujourd'hui est que nous évoluons au sein de systèmes où, de plus en plus, l'argent influence le politique. Pour la France, par exemple, nous pouvons citer des gens comme Vincent Bolloré, homme d'affaires milliardaire et propriétaire de médias, ou Pierre-Édouard Stérin, autre entrepreneur milliardaire, tous deux proches de l'extrême droite. Incontestablement, et ouvertement, ils utilisent leur pouvoir économique pour faire passer leurs attentes auprès des mandataires politiques, et pour influencer l'opinion publique. Nous sommes face à un réel problème démocratique. La montée des oligarques aux USA et ailleurs, par exemple, alerte de plus en plus de gens sur ces dangers-là.

Deuxième préoccupation à pointer : lorsqu'on est face à des écarts de richesse importants dans notre société, la machine économique va satisfaire les demandes des plus riches, au détriment des besoins sociaux des personnes précaires, ou en relative précarité. Ces derniers représentent une « clientèle » beaucoup moins intéressante à satisfaire, car leur pouvoir d'achat est moindre. Si l'on doit prendre des exemples, à un niveau global les moyens dans une société seront importants pour les quartiers de villas quatre façades, et pas assez pour les logements sociaux. Ou encore pour favoriser l'existence de voitures super-puissantes, avec peu d'investissements dans les transports en commun. En termes de société, à grande échelle, nous sommes dans une immense contradiction car le Marché ne répond pas aux besoins des gens mais à la demande, soumise

Nous évoluons au sein de systèmes où, de plus en plus, l'argent influence le politique

de l'ONU, en juin, et un second rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies, en octobre. Parmi ses publications, notons principalement ici « *La persistance de la pauvreté : un cercle vicieux que peut briser une réelle égalité* » en octobre 2021, « *Interdire la discrimination fondée sur les désavantages socio-économiques : un outil essentiel dans la lutte contre la pauvreté* » en octobre 2022, ou encore

à un pouvoir d'achat. Le Marché est une ploutocratie, c'est-à-dire qu'il favorise une gouvernance par les plus fortunés, les représentants politiques sont de plus en plus soumis à l'économie. Dans un tel système, les gens votent en fonction de leur pouvoir d'achat plutôt qu'en fonction de valeurs, ou pour que la société fournisse tel bien ou tel service.

En tant que rapporteur de l'ONU sur l'extrême pauvreté, une troisième question me semble plus que préoccupante : là où les personnes plus riches sont en concurrence avec les personnes précarisées, au niveau de l'accès à certains biens, le prix de ces biens est artificiellement gonflé ! Et cela simplement parce que les riches sont prêts à mettre plus d'argent sur la table. C'est évident pour les actifs financiers, mais également pour les actifs immobiliers. Les bulles spéculatives, avec de grosses spéculations sur le foncier, sur l'immobilier, résultent du fait que des personnes plus ou moins riches - parfois très

matiques de réflexion sociale. Mais plus largement, dans nos sociétés, il semble y avoir une présomption favorable à la richesse, principalement parce que les gens pensent erronément que « leur tour viendra ». Si certaines personnes ont pu réussir, et parfois très bien, de manière très spectaculaire, la pensée populaire se dit que c'est possible, ça peut nous arriver... Surtout quand ces personnes sont érigées en modèles. Le fond idéologique dominant est le suivant : une société qui permet à des gens de s'enrichir beaucoup, c'est une société qui permet au plus méritant de bénéficier de l'ascenseur social rapide. Il faut absolument et urgemment tordre le cou à ce canard !

La réalité est tout autre, car plus les écarts de richesse sont importants, plus les individus ne parviendront pas à - entre guillemets - s'élever au-delà de la précarité, ou de leur situation de classe moyenne précarisée. Les économistes appellent ce phénomène la « courbe de Gatsby

Là où sont présentes les plus grandes inégalités de revenus, la pauvreté et la richesse se transmettent le plus entre générations

riches - peuvent faire monter les prix. Ils peuvent gagner, en fait, cette espèce de « mise aux enchères » favorisée par le Marché. Parallèlement à l'augmentation des fortunes des plus riches, les prix du logement ont explosé dans tous les pays riches. Et cela explique que les ménages plus précarisés ne parviennent plus à se loger, ou à se loger décemment.

Voilà les trois raisons principales motivant mon soutien à une action attirant l'attention sur les conséquences, sur notre société, des actes et modes de vie des plus riches.

Les faits que vous énoncez sont incontestables, et socialement ravageurs, pourtant ils ne sont pas toujours extrêmement mis en évidence...

J'ai évoqué la question des médias appartenant à des milliardaires, c'est de plus en plus le cas, ils orientent la culture globale et imposent les thé-

le magnifique » : les endroits où sont présentes les plus grandes inégalités de revenus sont également ceux où la pauvreté et la richesse se transmettent le plus entre générations (2). Ce nom est issu du roman de Francis Scott Fitzgerald, dont le protagoniste principal, un cirque de chaussures, va réussir à New-York et devenir membre de la Jet-Set. Ce roman illustre parfaitement le mythe du « rêve américain ». Dans les faits, ce genre d'ascension sociale n'arrive que très, très, très rarement. Nés dans la précarité, les gens y restent en réalité coincés. Avec des parents pauvres, les individus ont immensément plus de chances d'être pauvres eux-mêmes à l'âge adulte. L'idée qu'il faudrait se réjouir de l'extrême richesse, car ça permettrait aux gens de monter dans l'ascenseur social, est totalement trompeuse. Dans la réalité, plus les écarts de richesse sont importants, moins il y a de place pour une égalité des chances. Pour



les enfants nés dans la précarité, la pauvreté représente le plus souvent une peine à vie... Ce sont des faits, massivement observables, pourtant la culture dominante oriente nos sociétés vers des pensées fallacieuses.

Vous identifiez une spécificité belge, dans ce domaine ?

Non. Ici comme ailleurs, beaucoup d'études remettent en question cette idée de sociétés méritocratiques, où chacun aurait la place qu'il mérite, en fonction d'efforts fournis ou d'un talent spécifique. Beaucoup d'études montrent l'inverse, en Belgique également la pauvreté comme le privilège se transmettent d'une génération à l'autre. Dans ma fonction à l'ONU, j'ai réalisé un rapport portant sur cette perpétuation intergénérationnelle de la pauvreté, il montre combien les discours méritocratiques ne peuvent plus convaincre (3). Certaines études exposent combien de générations sont nécessaires pour passer d'une appartenance aux 10 % les plus pauvres d'une société, vers une chance égale au salaire médian, le niveau de revenus coupant la population en deux groupes... En France, par exemple, il faut six générations. ➔

Professeur de droit international à l'Université catholique de Louvain (UCL), Olivier De Schutter est depuis 2020 le Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté auprès de l'Organisation des Nations Unies.



Les gens s'en rendent bien compte, de plus en plus... Les cas de transfuges de classes dont on parle beaucoup sont extrêmement rares, de simples exceptions confirmant la règle. C'est important de le souligner. Lorsque les gens ont un capital de départ, ils n'ont aucun mérite. Quand on a un patrimoine, le rapport au temps et aux événements est très différent : on a du temps, on possède de quoi investir, créer une petite entreprise... Tout est plus facile, en fait. Ce n'est pas juste inéquitable que certains héritent et d'autres pas du tout, ça ren-

force également les inégalités en aval.

Voilà le message principal à faire passer. Il est fondamental de sortir de l'idée d'une société où les patrimoines dont disposent les individus correspondent à des efforts consentis. Cette idée méritocratique est un mythe. □

(1) Les rapports sont disponibles sur le site du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté. Tous sont en anglais, certains sont traduits dans différentes langues, dont le français. www.srpoverty.org

(2) Gatsby le magnifique - *The great Gatsby* -

est un roman publié en 1925, il y a tout juste un siècle. L'expression « courbe de Gatsby le magnifique » est prononcée pour la première fois en 2012, par l'économiste américain Alan Bennett Krueger, alors président du comité des conseillers économiques du Président Barack Obama aux USA. En science économique, elle désigne depuis une corrélation entre inégalités de revenus et mobilité sociale, les pays connaissant de grandes inégalités de revenus sont également ceux où la pauvreté et la richesse se transmettent le plus entre générations.

(3) Rapport cité en introduction de cette interview : « *La persistance de la pauvreté : un cercle vicieux que peut briser une réelle égalité* », octobre 2021. www.srpoverty.org

Indispensable limitation de la richesse

Un membre du Collectif *Stop the rich*, organisateur de la « Parade pour la limitation de l'extrême richesse », nous parle de cette initiative originale surgie en 2025 dans le paysage politico-social belge. Les motivations de l'action, sa mise en route et ses difficultés, de même que les suites projetées : il nous dit tout.

Gérald Hanotiaux (CSCE)

En juin 2025, la démarche a capté notre attention par le biais d'une affiche apposée dans un cinéma du centre-ville. Une démarche pour le moins originale, entreprise par le Collectif *Stop the rich* proposant une « Parade pour l'éradication de l'ultra-richesse ». Pointer les responsabilités des détenteurs de richesse dans le maintien et l'aggravation des inégalités sociales, et le faire sur le pas de leur porte, cela peut sembler une démarche politique évidente... Pourtant, excepté le « Tour de l'Empire » en 2024 (*lire l'encadré p. 75*) - des visites guidées syndicales du quartier du Prince d'Orange - le public n'est jamais invité à manifester dans ce quartier bien connu, où sont concentrés certains des ménages les plus fortunés de la capitale belge. Dans le débat public, nous entendons souvent parler - à raison - de

la nécessaire lutte contre la pauvreté ; bizarrement beaucoup moins de la limitation des richesses, son indéniable corollaire. La seconde proposition peut pourtant, c'est une évidence, apporter les moyens nécessaires pour réaliser la première... Outre le fait d'attirer l'attention sur les conséquences pour notre société de la concentration des richesses, l'action du Collectif *Stop the rich* affiche pour but premier l'initiation du débat public qui s'impose en ces jours sombres : jusqu'où supporter l'indécence ? Au-delà de quel seuil ne doit-il plus

être possible d'accumuler de la richesse ? Comment organiser la répartition ?

Désireux d'en savoir plus sur les organisateurs de cette parade tenue le 29 juin 2025, nous avons rencontré Sacha Konings, membre du Collectif *Stop the rich*, quelques semaines après l'action. Puisque les thématiques évoquées lors de la parade dans le quartier du Prince d'Orange sont résumées par ailleurs (*lire Charivari sur le terrain des ultra-riches p. 74*), nous évoquerons principalement ensemble les motivations et

On parle souvent de la lutte contre la pauvreté mais beaucoup moins de la limitation des richesses